

Formation 3	Logement 6	International 12	Queer 15
Karin Keller Thatcher contre les universités	De l'occupation d'un jardin au forum du sans-abrisme	Syrie: l'enjeu de la participation populaire	Populariser et professionnaliser le drag romand!

International 4	Édito
------------------------	--------------



ÉTATS-UNIS: NATIONALISME AUTORITAIRE, CAPITULATION DÉMOCRATE ET RÉSISTANCE

Victoire des occupations étudiantes

Après deux semaines d'occupation au printemps 2024 et des mois de mobilisation étudiante en solidarité avec le Palestine, la direction de l'Université de Lausanne vient de publier un rapport d'expertes sur l'éthique de la recherche et les collaborations externes. Sa conclusion est sans appel : l'établissement doit suspendre ses accords institutionnels avec Israël. Cette victoire étudiante ouvre une brèche dans la ligne pro-israélienne des institutions suisses.

En mai dernier, le mouvement réclamait le boycott ou au moins le gel des accords, une demande appuyée par les instances internationales et soutenue par des ONG comme Amnesty International et Human Rights Watch. Huit mois plus tard, les mêmes arguments mènent aux mêmes conclusions.

Désormais, cette position devient officielle et crée un précédent pour les universités. Le rapport dévoilé ouvre la voie à toutes les hautes écoles et institutions cherchant à rendre leurs collaborations plus éthiques. Le message est clair : la liberté académique ne peut s'exercer au mépris des droits humains fondamentaux.

Il aura fallu plus de 45 000 personnes tuées lors du premier génocide retransmis en direct auquel nous assistions pour convaincre de la légitimité des demandes du mouvement étudiant. →

La leçon à retenir, c'est que seule la lutte paie : sans l'action des étudiant·es et le soutien des enseignant·es, jamais la direction de l'université n'aurait pris cette initiative.

Certes, la Direction temporise et le Conseil de l'Unil n'a pas encore appliqué le rapport, tandis que la situation en Palestine demeure dramatique. Le cessez-le-feu conclu le 15 janvier dernier n'empêche pas la violence meurtrière de se poursuivre. À Gaza, la famine, le froid et les épidémies continuent de tuer. Et maintenant Trump annonce carrément le nettoyage ethnique de Gaza... Dans le même temps, la colonisation s'intensifie et se déchaîne en Cisjordanie : vol, destruction, assassinats. Plus de 20 000 Palestinien·nes ont été déplacé·es de Jénine, 6000 de Tulkarem, avec 150 à 180 habitations détruites ou gravement endommagées. À Jénine, l'armée d'occupation reproduit le même schéma qu'à Gaza : bombardements et privation de biens essentiels sous un siège impitoyable.

Mais si la démarche de l'Unil est présentée comme institutionnelle, il s'agit bien d'une victoire du mouvement étudiant en solidarité avec le peuple palestinien. Réjouissons-nous des rares bonnes nouvelles, et surtout, retenons-en la leçon. Que cela nous serve de boussole face aux immenses craintes et incertitudes actuelles quant aux perspectives en Palestine. Renforçons notre solidarité internationaliste, apprenons de nos échecs, puisons de la force dans nos réussites. Des campagnes de boycott aux universités, en passant par les manifestations, chaque étape compte.

Restons uni·es. Nous avons un but : la libération du peuple palestinien. Nous avons des objectifs clairs : la fin de la colonisation, de l'apartheid et du blocus de Gaza; le droit au retour et à l'autodétermination du peuple palestinien. Mur après mur, pierre après pierre, nous mettrons fin à l'impunité de cet État criminel.

Vive la lutte des étudiant·es qui ont avancé là où les institutions suisses et universitaires ont failli. Vive la lutte du peuple palestinien. Elle ne fait que continuer.

Tarek Dabour Guillaume Matthey

AGENDA

Genève

ME 12 FÉV.

SOIRÉE JULIA CHAMOREL
Lecture par Caroline Gasser et conférence d'Hadrien Buclin sur l'écrivaine et dramaturge.
Voir page 15.
20 h UOG, Place des Grottes

VE 13 FÉV.

MANIF DU SECTEUR SANTÉ-SOCIAL
Pour revaloriser les salaires
17 h Parc Chaumette

DI 15 FÉV.

ÉCOSOCIALISME : CRISE ÉCOLOGIQUE ET ALTERNATIVES AU CAPITALISME
Atelier de formation avec Antoine Dubiau
11h→14h Local de solidarités

ME 19 FÉV.

LE FIL ROUGE
Projection de *L'Amour et la Révolution* de Yannis Youlountas (F/GR, 2018, 77')
18 h 30 Fonction cinéma

Neuchâtel

VE 21 FÉV.

SOIRÉE DE SOUTIEN À LA PALESTINE
Film et repas
19 h L'AMAR Neuchâtel

Vaud

ME 19 FÉV.

TROPICAL UTOPIA
Projection en soutien au Contre-sommet sur les matières premières
19 h Pôle Sud, Lausanne

SA 15 & DI 16 MARS

CONTRE-SOMMET SUR LES MATIÈRES PREMIÈRES
Pôle Sud, Lausanne

NATIONAL

SAVE THE DATE!

UNIVERSITÉ DE PRINTEMPS DE SOLIDARITÉS



15 – 18 MAI 2025

TORGON (VALAIS)

REJOIGNEZ-NOUS!

Marre de rester simple spectateur·ice·x, envie de participer, d'une manière ou d'une autre, à la construction d'un autre monde? Alors n'hésitez pas, rejoignez solidarités!

→ solidarites.ch/rejoignez-nous

AVEZ-VOUS BIEN PAYÉ VOTRE ABONNEMENT?

Votre journal a besoin de vous! Merci de vous assurer que votre abonnement pour l'année est bien réglé!

→ Sur notre site : solidarites.ch/abonnements

→ Par Twint, en scannant ce QR code



Impressum
Éditeur
Journal solidarités
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E journal@solidarites.ch
W solidarites.ch/journal

Tirage
5 000 exemplaires
17 n° par an
Comité éditorial
Clara Almeida Lozar
Nadia Badoui
Clément Bindschadler
Antoine Dubiau
Guillaume Matthey

Anouk Essyod
Zélie Stauffer
Manolo Vuorrier
Françoise Wos
Maquette et mise en page
Niels Wehrspann
Couverture
Peoples March 2025 à New York. Photo : Clay Hensley

Abonnements
Aimiel
Étudiant·es, chômeur·euses, AVS/Al...
Soutien
3 mois à l'essai
Pour payer :
Demandes d'abonnement et changements d'adresse :
▶ abos@solidarites.ch

Contacts régionaux du mouvement
Genève
25, rue des Gares
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E info@solidarites.ch
W solidarites.ch/geneve

Neuchâtel
Case postale 3105
2001 Neuchâtel
T +41 79 473 83 81
E ne@solidarites.ch
W solidarites.ch/ne

Vaud
5 place Chauderon
1003 Lausanne
T +41 79 402 28 74
E vaud@solidarites.ch
W solidarites.ch/vaud

KARIN KELLER THATCHER CONTRE LES UNIVERSITÉS

En septembre 2024, le Conseil fédéral annonçait un brutal « plan d'allègement des finances fédérales ». Objectif: austérité (voire notre édito du 27 septembre 2024). Focus sur l'annonce de hausse des taxes d'études dans un entretien avec Léa Ziegler, secrétaire de la section étudiante du Syndicat des services publics (SSP).

L'austérité dans les budgets de recherche s'annonce forte et concernant les frais d'étude, il a été question de les multiplier par deux ou par quatre, de faire une distinction entre étudiant·exs suisses et étranger·èrex. Quelle est la situation à l'heure actuelle et qu'est ce qui est prévu exactement ?

Ces hausses de taxes s'inscrivent dans un programme de démantèlement des services publics, méticuleusement orchestré par le Conseil fédéral, Karin Keller-Sutter en tête. Début 2024, un groupe d'experts a été chargé de réexaminer les tâches et les subventions de la Confédération pour redresser les finances fédérales.

Le rapport produit est un véritable carnage qui préconise 60 mesures pour réaliser une économie de 4 à 5 milliards à l'horizon 2030, en agissant sur les dépenses plutôt que sur les recettes. Tous les secteurs y passent, sauf l'armée évidemment.

Ce train d'austérité qui, selon les autorités, devrait permettre d'économiser 2,7 milliards de francs en 2027 et 3,6 dès 2028, s'attaque de plein fouet à la formation et la recherche. Il réduit le taux de financement par la Confédération des universités cantonales et hautes écoles spécialisées, introduit une hausse de la contribution des utilisateur·ices – par exemple par le biais de l'augmentation des taxes – et réduit les instruments d'encouragement et de subvention pour les projets ou pour la recherche.

La Confédération compte réaliser une économie de 120 millions de francs par an sur le dos des personnes en formation, au moyen d'un doublement de la taxe d'études pour les étudiant·exs « in-

digènes » et d'un quadruplement pour les étudiant·exs « étranger·exs », dès 2027.

Quelle est la position du SSP et des autres syndicats actifs sur les lieux d'études ?

Ce que nous voulons, c'est une abolition totale des taxes d'études qui, contrairement à l'impôt, ne tiennent pas compte du revenu et épargnent les entreprises. Ce n'est un secret pour personne, les taxes cassent tout mécanisme de solidarité entre les différentes catégories de revenu et ne servent finalement que les intérêts des riches. Alors évidemment, notre syndicat, le SSP, est farouchement opposé à cette hausse et à la distinction xénophobe des étudiant·exs.

En se désengageant pareillement du financement des Hautes

Écoles cantonales, la Confédération rend l'accès à la formation encore plus inégalitaire qu'il ne l'était déjà. Et en introduisant des montants différenciés en fonction du statut des étudiant·exs, elle ne fait que renforcer les discriminations, la xénophobie et le racisme, en pointant particulièrement les élèves précaires. Ainsi, d'un côté, la Suisse divise les étudiant·exs entre elleux, comme elle le fait déjà entre les travailleur·sexes et de l'autre, elle continue d'importer de la main d'œuvre qualifiée, qu'elle n'a jamais eu à former. Pratique !

Cette augmentation brutale, massive et généralisée à toutes les Hautes Écoles de Suisse vient encore s'ajouter à la hausse du coût de la vie et à la baisse des salaires réels. La principale conséquence est que certain·exs étudiant·exs renoncent

purement et simplement à leur formation pour des raisons économiques. Maintenant, l'enjeu principal est la mobilisation sur le terrain. Le SSP appelle donc tout·es les étudiant·exs à s'organiser et à se coordonner pour construire un véritable rapport de force. Nous avons quelques mois devant nous pour jeter les bases de cette mobilisation.

Allez-vous faire de ces hausses de taxes une lutte prioritaire pour l'année 2025 ? Et que préparez-vous comme moyens de mobilisations ?

La Section étudiante du SSP (vaudoise), mais aussi sa toute nouvelle Commission Jeunes (nationale), compte faire de cette thématique une lutte prioritaire ces prochains mois. Pour lancer la campagne, le SSP organise une séance le 20 février à 18 h 15 sur le campus de l'Unil (en salle 2224 de Géopolis). Aux étudiant·exs souhaitant s'informer et/ou participer concrètement, vous êtes chaleureusement invité·exs : contactez le syndicat pour vous y joindre !

L'objectif est naturellement d'atteindre le plus de lieux de formation possible et de mettre la pression, tant sur le plan cantonal que fédéral, en intégrant l'ensemble des personnes en formation et notamment celles des HES qui seront très prochainement touchées par des hausses de taxes brutales, de 500 à 700 francs et de 500 à 1050 francs pour les étudiant·exs étranger·èrex, y compris ceux ayant entamé leur cursus.

En résumé, les attaques sur les personnes en formation se multiplient. Nous lançons un appel à l'organisation collective et syndicale pour les contrer !

Propos recueillis par la rédaction

Étudiant·es de la HETS Genève en grève pour protester contre la hausse des taxes, 16 décembre 2024.



QUELLES ALTERNATIVES POUR UN MONDE AGRICOLE À BOUT DE SOUFFLE?

La politique agricole suisse vise à garantir la sécurité de l'approvisionnement, préserver les ressources naturelles, entretenir le paysage rural et assurer une occupation décentralisée du territoire. Karel Ziehli et Berthe Darras de l'organisation paysanne indépendante engagée pour la souveraineté alimentaire Uniterre analysent les défaillances du système actuel et développent leurs propositions pour un changement en profondeur.

Est-ce que selon Uniterre, la politique agricole permet de répondre aux buts fixés dans la Constitution ?

B Les buts, fixés dans les articles 104 et 104a, sont justes et intéressants, mais la politique agricole actuelle permet principalement d'entretenir le paysage rural. Les objectifs de la sécurité de l'approvisionnement, de la conservation des ressources naturelles et de l'occupation décentralisée du territoire ne sont pas remplis. Il est déjà compliqué de parler de sécurité d'approvisionnement de la population quand on a un taux d'autosuffisance alimentaire net (sans fourrage importé) de 46 %.

K Le Conseil fédéral a essayé de répondre à l'enjeu de sécurité de l'approvisionnement en augmentant le nombre d'accords de libre-échange. Alors que pour répondre à ce défi, il faut au contraire soutenir une forme d'agriculture productrice de denrées alimentaires au niveau local.

B La politique agricole actuelle ne permet pas non plus une occupation décentralisée du territoire. De nombreuses fermes de montagne cessent leurs activités à cause des difficultés économiques et sont abandonnées. Il y a une concentration des outils de transformation dans le marché laitier, la production fromagère et les moulins. Et étant donné qu'une partie

des paiements directs sont calculés par hectare, plus la propriété est grande, plus ces paiements sont élevés. Cette formule incite à l'agrandissement des exploitations et complique considérablement la transmission intergénérationnelle, avec des coûts qui explosent. Concernant les ressources naturelles, on assiste à un effondrement de la biodiversité. Des efforts sont faits sur la préservation des ressources mais ils ne suffisent pas.

La politique agricole actuelle, introduite dans les années 1990, visait pourtant à répondre aux enjeux environnementaux, notamment avec l'introduction des paiements directs et des prestations écologiques requises ? Est-ce que ce système fonctionne ?

K Après la deuxième guerre mondiale, le but était d'inciter à la production et de faire en sorte d'avoir le taux d'approvisionnement le plus élevé possible pour éviter les dépendances avec d'autres pays. Le soutien direct de l'État permettait une politique des prix garantis, en rachetant la production si elle n'était pas vendue sur le marché.

Cet encouragement à la production a eu un fort impact sur l'environnement, causant la surproduction de lait et de céréales, qui ont provoqué sa remise en question. Au même moment, il y a eu des pres-

sions internationales pour que la Suisse adhère aux accords du GATT (ancêtre de l'OMC) qui interdisaient le soutien direct à la production. En réponse à cette interdiction, la Suisse a instauré les paiements directs en 1993 qui ont permis d'aller dans une direction souhaitable en termes de protection de l'environnement, notamment en diminuant fortement la pollution liée au phosphore et à l'azote.

Une politique de soutien des paysan·nes dans la mise en place de mesures écologiques était une idée intéressante, mais le problème est que les paysan·nes ne sont pas rétribués au juste prix de leur production. Ce sont les détaillants qui tirent profit de cette situation en appliquant des marges élevées, justifiant le maintien de bas prix d'achat par l'existence des paiements directs qui compensent.

Si les paysan·nes arrivent à survivre, c'est grâce à des services rendus à l'État qui sont très techniques et qui demandent beaucoup de travail administratif. Il y a une grande frustration et une perte de sens du métier chez certain·es.

B Les paiements directs sont fournis par catégorie de contributions. La part la plus importante est versée par hectare et non par rapport à la main d'œuvre ce qui favorise l'industrialisation. La majorité des petites fermes maraîchères em-

bauchent beaucoup de gens mais ne reçoivent quasiment pas de paiements directs. Pour pouvoir en recevoir, il faut également remplir les prestations écologiques requises (PER) comme attribuer 7 % du territoire aux surfaces de promotion de la biodiversité, respecter un bilan de fumure ou des mesures concernant le bien-être animal. Il y a aussi une partie de contributions liée à la qualité du paysage par l'entretien du paysage rural.

Les paiements varient aussi en fonction du territoire : les zones de montagne sont davantage soutenues étant donné les difficultés. Malgré tout cela, le salaire d'un ouvrier agricole, c'est 3600 francs en moyenne par mois pour 50 heures par semaine et le salaire d'un paysan·ne 4880 francs pour 60 à 70 heures par semaine !

L'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) élabore actuellement la nouvelle politique agricole à l'horizon 2030 (PA30+), visant à intégrer une approche globale des systèmes alimentaires. Est-ce que vous pensez que l'OFAG va dans le bon sens et sera en mesure de répondre aux enjeux ? Comment se déroule le processus ?

K Considérer les systèmes agroalimentaires dans leur globalité est une idée que l'on défend depuis longtemps ! Par exemple, la

Action symbolique d'Uniterre avant sa conférence de presse pour présenter les propositions du syndicat sur la politique agricole 2030. Berne, 26 novembre 2024.



transparence des prix nécessite de prendre en compte toute la chaîne agroalimentaire pour répartir les gains équitablement.

B Il est important de souligner qu'Uniterre n'a pas été invité à participer au groupe d'accompagnement du développement de la PA30+. Bien que nous soyons une petite organisation, nous sommes reconnus médiatiquement et politiquement. On a certes pu avoir un échange privé de 2 h 30 avec l'OFAG mais nous restons exclues du groupe de travail.

K On sent bien que la raison sous-jacente, c'est qu'on a des positions un petit peu trop radicales. Ils ne nous prennent pas suffisamment au sérieux, mais ils se sont rendus compte qu'on avait des propositions concrètes à poser sur la table. Ils sont aussi mis sous pression parce qu'ils savent très bien que si la prochaine politique agricole ne répond pas aux attentes, les agriculteur·ices ne vont pas l'accepter. On sera les premières au front d'ailleurs.

Avec Uniterre, vous avez fait une proposition concrète de politique agricole. Quels en sont les éléments principaux ?

B Nous avons une première partie qui répond à quatre points : la sécurité alimentaire, la diminution de l'empreinte écologique, la simplification administrative et

l'amélioration des perspectives économiques des paysan·nes. Parmi les propositions phares, il y a notamment le renforcement de la protection douanière et toute une partie sur l'amélioration des perspectives économiques pour que les prix couvrent les coûts de production et assurent un salaire minimum correct de 40 francs de l'heure brut pour les agriculteur·ices et de 30 francs de l'heure brut pour un·e ouvrier·ère agricole.

Nous proposons que la durée des politiques agricoles soit de dix ans plutôt que de quatre pour laisser le temps de mettre les choses en place. Dans la deuxième partie, nous proposons une refonte complète du système des paiements directs pour la diviser en trois piliers : l'aide à la production, l'aide à la transformation artisanale et les contributions à la consommation.

Concernant l'aide à la production, nous proposons que les paiements directs soient basés sur le diagnostic Agriculture paysanne. C'est une grille d'analyse des fermes selon six thèmes transversaux : l'autonomie, la répartition des volumes et des moyens de production, le travail avec la nature, la qualité des produits, le développement local et la dynamique territoriale et finalement la transmissibilité. Les paiements directs sont ainsi versés par rapport à la main d'œuvre, par

équivalent temps plein (ETP), plutôt que par hectare. Le diagnostic Agriculture paysanne est un outil utilisé, testé et approuvé en France depuis une vingtaine d'années. Il est également en phase pilote à Genève et la direction de l'agriculture du canton de Vaud va effectuer dix diagnostics dans le canton.

L'aide à la transformation artisanale se fait grâce à un fonds pour la création d'unités de transformation locales et de stockage et pour la promotion de la vente par exemple à travers des épiceries participatives ou des groupements d'achat. Les contributions à la consommation sont développées selon le modèle de l'assurance sociale de l'alimentation (ASA). Finalement, on propose d'inscrire le droit à l'alimentation dans la Constitution au niveau fédéral, comme ça a été fait à Genève.

À moyen terme, cette nouvelle proposition aurait comme conséquence que toute ferme recevrait moins de paiements directs mais aurait davantage de revenu via la vente de la production.

Une année après les révoltes paysanne, que reste-t-il de cette colère et est-ce qu'elle a influencé la construction de la nouvelle politique agricole ?

K Ce que je peux observer au Parlement, c'est qu'il y a énormément d'interventions sur la charge ad-

ministrative et une certaine parole des révoltes a été relayée. Une des réponses qui est assez systématique quand ces objets sont acceptés, c'est qu'ils seront traités dans le cadre de la prochaine politique agricole. Reste à voir comment cela sera appliqué et dans quelle direction ça ira.

B J'ai l'impression que le monde paysan n'est pas près d'attendre la PA30+. Je peux comprendre que le processus de changement soit en cours et d'un autre côté je comprends les paysan·nes qui ne veulent pas attendre encore cinq ans dans ces conditions.

Un mot de la fin ?

K Ce qu'on essaie de faire chez Uniterre, c'est de lutter contre la précarité du monde rural. Il y a des paysan·nes qui profitent du système des paiements directs mais il y en a aussi énormément qui ne s'en sortent pas au quotidien. Le taux de suicide chez les paysan·nes est 37% plus élevé que dans le reste de la population suisse !

K C'est aussi important de dire que quand on demande des prix rémunérateurs pour les paysan·nes, ça ne veut pas nécessairement dire une augmentation des prix au magasin puisque nous revendiquons une diminution des marges de la grande distribution.

Propos recueillis par Ella-Mona Chevalley

DE L'OCCUPATION D'UN JARDIN AU FORUM DU SANS-ABRISME

Le premier forum du sans-abrisme de Suisse romande s'est tenu à Lausanne du 30 janvier au 1^{er} février derniers. Il a réuni pendant trois journées plusieurs centaines de personnes concernées, militant·es, travailleur·ses sociaux·ales ou chercheur·ses. À cette occasion, la rédaction s'est entretenue avec un membre du collectif 43 m² qui a co-organisé l'événement.

On connaît le collectif 43 m² pour les occupations menées durant les étés 2022 (HETSL) et 2023 (Vidy) pour dénoncer la pénurie d'hébergements d'urgence en ville de Lausanne. Peux-tu nous expliquer où en est le collectif aujourd'hui ?

À la sortie de l'occupation du théâtre de Vidy, nous avons mené un important travail de réflexion en interne, à la fois sur nos revendications et sur les modes d'action employés. Il nous a semblé nécessaire à ce moment-là de développer un nouveau discours, de sortir de la seule problématique de l'hébergement d'urgence et d'approfondir nos connaissances sur la question du sans-abrisme/sans-chez-soi-risme. Il en a résulté un processus d'auto-formation, avec notamment la lecture de nombreuses études empiriques sur le sujet et l'élaboration de nouvelles revendications qui placent le mot d'ordre « *housing*

first » au cœur de notre discours. Ces revendications ont été réunies dans une brochure, que nous avons envoyée à l'ensemble des députés du Grand Conseil, et à toutes les municipalités et tous les Conseils communaux du canton.

En parallèle, nous avons initié un travail de lobbying politique, en constituant un groupe de travail dédié qui s'est mis en contact avec des élu·es appartenant à la gauche de l'échiquier politique et présentes aussi bien dans les parlements que dans des instances exécutives. L'idée de ce groupe est de produire de l'action parlementaire à différentes échelles, et potentiellement de manière coordonnée, pour faire exister la question du sans-abrisme dans le débat politique et obtenir des avancées concrètes.

Finalement, nous avons également constitué un groupe dont l'objectif est de réunir des per-

sonnes concernées directement par le sans-abrisme. Cette dimension était absente de nos premières actions, puisque le collectif ne comportait pas à ce moment-là de personnes concernées.

Comment le forum vient-il s'insérer là-dedans ? Et quels étaient les objectifs visés avec un format de ce type ?

Le forum fait partie de cette réflexion plus large autour de l'idée qu'il fallait que l'on élargisse la focale, que l'on ne se concentre pas seulement sur la ville de Lausanne, ou sur l'hébergement d'urgence. C'est pour ça qu'avec les autres organisateurs – l'observatoire des précarités de l'HETSL, l'HETS-FR et Pôle Sud – nous avons souhaité inviter des personnes qui viennent d'autres contextes géographiques (comme le syndicat des Immenses, qui réunit des personnes en situa-

tion de sans-abrisme à Bruxelles) et mélanger les interventions de chercheur·euses spécialistes de cette thématique avec celles de travailleur·euses du secteur, de militant·es engagé·es sur ces questions et de personnes concernées. L'organisation concrète du forum dans deux lieux distincts, l'HETSL et Pôle Sud, permet aussi de rendre compte de cette pluralité des points de vue que nous avons souhaité mettre en avant.

Il s'agit aussi d'un événement qui, on l'espère, permettra d'atténuer certaines difficultés dans les échanges que l'on a perçus depuis notre création avec des professionnel·les du secteur qui ont pu être heurté·es par nos prises de position sur la problématique de l'hébergement d'urgence. Ils ont pu se sentir visé·es dans leur pratique professionnelle alors que c'était les manquements d'un système que nous cherchions à dénoncer. Il nous a semblé que le forum permettrait de dépersonnaliser un peu ces enjeux, de réaliser que finalement nous regardons tou·tes dans la même direction, même si les stratégies adoptées peuvent varier.

Pour finir, on espère que l'organisation d'un événement pionnier de cette ampleur, puisqu'il s'agit du premier forum de ce type organisé en Suisse romande, permettra de nous positionner un peu plus dans l'écosystème de la lutte contre le sans-abrisme, renforcera notre légitimité et nous permettra de poursuivre les échanges sur le long terme avec des acteurs plus institutionnels, comme les Hautes Écoles de Travail Social de Lausanne ou Fribourg.

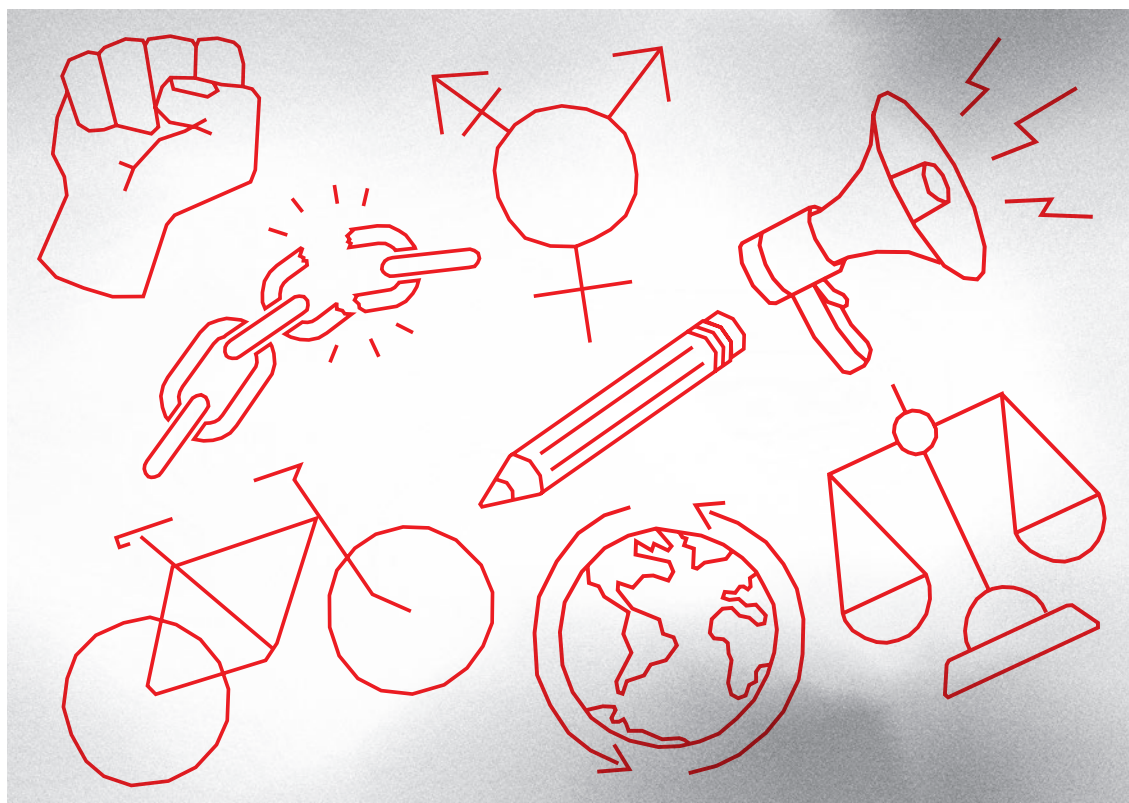
Quelles sont les suites envisagées pour le collectif ?

Nous voulons à la fois continuer de renforcer nos connaissances sur la problématique du sans-abrisme, mais surtout développer ce groupe de travail qui réunit des personnes concernées et le travail de lobbying politique. Nous avons également commencé à développer une importante base de données, que vous pouvez retrouver sur notre site internet, et qui vise à recenser des informations politiques, médiatiques et militantes sur le sans-abrisme dans le Canton ces six dernières années. Il y aura aussi tout un travail d'archivages et de diffusion post-forum, puisque toutes les activités ont été filmées et que Loose Antena a réalisé des enregistrements sonores pour un futur podcast.

Propos recueillis par Noémie Rentsch

Durant l'été 2022, le collectif 43m² a participé à la mise en place d'un hébergement d'urgence autogéré dans les jardins de la HETSL.





Les différentes icônes de la campagne de solidaritéS pour les élections cantonales du 23 mars

Neuchâtel Élections

LES ANTICAPITALISTES EN COURSE POUR LE GRAND CONSEIL

SolidaritéS présente une liste de 34 candidat·exs expérimenté·ex, dont 56 % de femmesx, 16 habitant le Haut du canton, 18 sur le littoral. Nous voulons participer activement à la construction d'un canton qui rejette le racisme, le sexisme, la violence et la pauvreté, au profit d'une politique féministe de justice sociale, attentive au bien-être de toute la population et soucieuse de la planète.

Voter anticapitaliste pour un canton solidaire

Nous défendons une décroissance socialement juste, solidaire et féministe, respectueuse des êtres vivants et des écosystèmes : produire moins et autrement, nous éloigner de la civilisation du jetable. Nous voulons donner plus de place à la vie sociale, culturelle, affective et citoyenne. Parce que les mouvements sociaux féministes, syndicalistes, écologistes, antiracistes et antiguerres créent les conditions pour que la société et ses lois changent en faveur du plus grand nombre, nos candidat·exs sont engagé·exs dans la grève féministe, dans les syndicats, dans la grève

pour l'avenir, dans Droit de Res-ter ou dans d'autres groupes actifs dans la société civile.

Ouvrons les portes du château!

Le gouvernement sortant est à majorité de droite au Conseil d'État (3 PLR, 2 PS) et au Grand Conseil (52 député·exs de droite contre 48 de gauche). Depuis les années 1990, le canton est politiquement séparé en deux avec une majorité oscillant entre la droite et la gauche.

On a déjà connu une double majorité à gauche au Grand Conseil et au Conseil d'État, une majorité de gauche au Conseil d'État avec une majorité de droite au Grand

Conseil, ou tout à droite comme lors de la législature actuelle sans que les politiques menées changent de façon significative.

SolidaritéS a été présent au Grand Conseil de 1997 à 2021. Un changement de loi – voté par le PS et le PLR – a alors introduit une circonscription unique sur tout le canton, avec la suppression de tout apparemment des listes et le maintien d'un quorum fixé à 3 %. En 2021, solidaritéS a manqué de peu ce 3 % et a été éjecté du Parlement. Résultat : il y a eu une majorité en voix de la gauche pour l'élection du Grand Conseil, mais une majorité de droite en sièges. Depuis lors, une section solidari-

tés s'est développée à La Chaux-de-Fonds où une équipe militante très dynamique est à l'œuvre depuis plus d'un an.

Les politiques d'exclusion, racistes et sexistes, ne sont pas tolérables

Dans ces temps troublés, où la droite tend vers l'extrême-droite, les modèles autoritaires à la Poutine ou Trump séduisent de plus en plus. Nouveauté dans le canton, le PLR a décidé de déposer une liste unique pour le Conseil d'État composée avec l'UDC et le Centre, pour contrer la liste intitulée « La Gauche », composée du PS, des Vert-es et du POP.

Pour leur campagne, la droite et l'extrême-droite unies ont lancé une initiative pour une baisse d'impôt linéaire de 10 %. Leur but est clair : faire baisser les rentrées fiscales pour justifier les réductions des prestations sociales. Leur modèle, c'est moins de prestations collectives, moins de protections, moins de contrôle. Face à cette offensive de la droite, il est plus important que jamais de présenter une alternative claire et déterminée.

Un programme ambitieux, mais réalisable

SolidaritéS défend une amélioration des prestations sociales, en particulier des transports publics régionaux gratuits, une politique du logement offrant des appartements à loyer raisonnable via le soutien à l'extension de coopérative d'habitation, une augmentation du salaire minimum, des mesures pour limiter l'impact des primes d'assurance maladie, bref une voie pour la réduction des inégalités.

La décroissance sera au cœur de notre campagne, car il est temps de sortir des énergies fossiles et de réduire la consommation d'énergie. Cela passe aussi par un changement dans nos modes de déplacement et de consommation. Mais la décroissance doit s'accompagner d'un souci permanent de justice sociale, du partage effectif du travail domestique, d'éducation et de soins et d'une réduction radicale du temps de travail.

Vivre mieux en protégeant davantage la planète, prendre soin de touxtes en respectant celles et ceux qui choisissent de s'établir dans notre canton, quelle que soit leur origine et leur statut, c'est possible et nécessaire. Nous sommes conscient·exs que la voie n'est pas toute tracée, mais voter anticapitaliste au Grand Conseil, c'est affirmer cette volonté.

Henri Vuilliomonet

ENSEMBLE POUR UNE VILLE DE GENÈVE POPULAIRE, ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE!

Que peut faire la Ville de Genève dans la période actuelle qui conjugue augmentation du coût de la vie, catastrophes climatiques, menaces de l'extrême-droite, poussées impérialistes et militaristes ou encore attaques contre les droits des femmes et contre les personnes LGBTQIA+ ? Si les compétences communales sont réduites, la campagne municipale offre un espace important pour visibiliser notre analyse et nos priorités politiques.

Notre liste unitaire de la gauche radicale, intitulée « Ensemble à Gauche et Union Populaire (EàG : solidaritéS, DAL, Parti du Travail) », a pour objectif de maintenir la majorité de gauche actuelle au Conseil municipal, une nécessité pour faire de Genève une ville réellement accessible à toustes, féministe, antiraciste, antifasciste, écologique et solidaire !

Logement

À Genève, le fossé ne cesse de grandir entre une grande partie de la population qui vit des fins de mois difficiles et une minorité privilégiée, alors que Genève est la troisième ville la plus riche au monde. La Ville peut agir pour améliorer les conditions de vie de toustes, par exemple en créant plus de logements abordables, avec l'achat de terrains et l'usage systématique du droit de préemption, en augmentant la part de logements subventionnés et de coopératives, ou en établissant la gratuité des crèches comme des cuisines scolaires et du parascolaire.

Mobilité

L'autre priorité de cette prochaine législature doit être la mobilité. Face au trafic individuel motorisé qui réchauffe notre planète, pollue notre air, monopolise l'espace public, cause des nuisances sonores et met en danger nos vies, il est urgent de reprendre nos rues et nos quartiers ! Nous voulons en cinq ans végétaliser et transformer en infrastructures piétonnes, cyclistes et en voies pour

les TPG 10 % de l'espace dédié à la voiture (routes et parkings) et offrir une subvention de 50 % sur les abonnements TPG à toute la population.

Services publics

Enfin, pas de ville solidaire sans services publics forts : nous nous battons pour municipaliser l'ensemble du personnel des crèches et du nettoyage, pour rendre concret le droit à l'alimentation avec des cantines populaires fournies par des circuits courts, pour

l'indexation et le développement des prestations complémentaires municipales, contre les discriminations et les violences en renforçant les moyens, les foyers d'accueil et les logements relais, et contre le sans-abrisme, avec l'augmentation des lits, le suivi médico-social des personnes sans domicile fixe et le développement des lieux d'accueil de jour.

Ensemble, créons la ville populaire, écologique et solidaire !

Teo Frei Donna Golaz

Le visuel de la campagne unitaire de la gauche radicale pour les élections municipales du 23 mars



GRAND CONSEIL: BAS LES MASQUES!

Le 24 novembre 2024, la droite genevoise obtenait en votation populaire une baisse d'impôts en affirmant qu'il n'y aurait aucun effet préjudiciable pour la population. Deux mois plus tard, les masques tombent.

Après les avoir laissé mariner depuis le printemps dernier à l'ordre du jour du Grand conseil, les partis de droite ont voté le 24 janvier deux lois imposant des contraintes budgétaires intenable, qui une fois de plus visent à brider les prestations à la population. Deux lois surnommées à juste titre « Lois corset » !

En substance ces deux lois prévoient qu'en cas de déficit budgétaire, aucun poste permanent supplémentaire, à l'exception des postes d'enseignant-es, ne puisse être créé à l'État. Elles stipulent surtout, tant pour la création de nouveaux postes de travail que pour les charges non contraintes, que si des dépenses supplémentaires doivent être envisagées, elles doivent être proportionnelles à l'augmentation de la population. Une aberration puisque l'on sait que la croissance démographique n'est pas le seul critère qui définit l'augmentation des besoins en matière de prestation à la population.

Face à cette énième volonté de la droite de corseter le budget dévolu aux services publics, un front référendaire de gauche s'est constitué pour s'opposer à ces deux lois; tout autant qu'à la tartufferie de celles et ceux qui s'érigent en censeur-ses de la rigueur budgétaire et qui n'ont aucun scrupule à faire, au détriment de la population, des cadeaux dispendieux à celles et ceux dont iels servent les intérêts. Le référendum est lancé, n'hésitez pas à le signer !

Jocelyne Haller



Congrès de fondation du PCR Suisse

National En mouvement

LE PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE (PCR), ÇA FAIT QUOI?

Dans le dernier numéro (444), un article exposait les origines et les références politiques du PCR. Mais comme disait Engels : « *la preuve du pudding, c'est qu'on le mange* ». C'est pourquoi cet article-ci s'intéresse à son fonctionnement et sa manière d'intervenir dans les mobilisations.

Tous les témoignages d'ancien-nés membres et les critiques externes concordent : le débat interne est très difficile dans la TMI (Tendance Marxiste Internationale). Cela n'a rien de surprenant : lorsque l'on décrète détenir par essence le savoir et la méthode, à quoi bon discuter ? Toute discussion revient alors à les remettre en cause, donc à contester l'existence même de l'organisation.

Qui paye obéit

Ce fonctionnement sectaire est encore renforcé dans la TMI et les PCR par le fait que, de tout temps, l'organisation repose sur un nombre de permanent-es bien plus élevé que dans des partis similaires (plus de 250 permanent-es à plein temps à Royaume-Uni avant la scission dans les années 1990; un ratio d'environ un-e permanent-e pour 20 à 25 membres). Comme le PCR se veut

être un parti de cadres politiques, ce sont là les cadres des cadres; ceux qui ont assimilé les leçons de Lénine et Trotsky, les ont lus correctement (contrairement aux gauchistes que nous sommes !) et savent comment la révolution sera victorieuse...

En revanche, si peu d'énergies sont investies dans le débat, l'implication exigée des membres est forte. La première tâche d'un-e nouveau-elle membre est d'en recruter un-e autre le plus rapidement possible, mais aussi de payer une cotisation élevée pour financer un appareil coûteux. Cela ne suffisant toutefois pas, chaque réunion des membres est suivie du petit rituel des dons : une boîte passe dans laquelle chacun-e verse son obole et annonce à haute voix son montant, sous les regards (dés)approbateurs de ses camarades. Elle n'est pas chouette, l'ambiance ?

Drôle de guerre de classe

La TMI et les PCR assèment régulièrement une phrase de Trotsky, tirée du *Programme de transition* de 1938 : « *la crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire* ». Mais alors qu'en est-il en pratique et pouvons-nous en tirer une leçon en matière de direction révolutionnaire ?

Commençons par la rue. Nous avons pu voir au printemps et à l'été dernier la présence nouvelle et systématique de militant-es du PCR dans presque toutes les manifestations. Loin de contribuer à les appeler, à les construire ou à les animer, ces moments sont essentiellement un moyen de recrutement. Sous l'appellation « *intervention* », il s'agit d'écumer les cortèges pour aborder un maximum de personnes et les démarcher avec le même « *salut, est-ce*

que tu es communiste ? » en phrase d'accroche. Une forme de recrutement pouvant souvent être très directe, voire agressive. Cette participation à « *l'activité consciente des masses* » semble donc sans rapport avec le contenu des mobilisations ou leurs revendications, mais purement instrumentale : gagner des membres. Non pas stimuler les mouvements, mais les écrémer au profit du seul PCR.

Pas de négociation

Un autre exemple des formes réelles de l'intervention du PCR réside dans sa participation aux mouvements étudiants pour le boycott des universités israéliennes. Que ce soit à Lausanne, Genève, Fribourg, ou encore Bâle, ses militant-es y ont systématiquement défendu une ligne maximaliste, voire démagogique. L'article du dernier numéro expliquait que « *se voulant le clone parfait du parti de Lénine à l'orée de la Révolution russe (...)* le PCR singe à n'en plus finir la vulgate bolchévique ». Dans le cadre de ces mouvements, les étudiant-es étaient la pointe avancée de la révolution, et toute revendication intermédiaire ou concession aux directions des Universités représentaient une trahison petite-bourgeoise de la révolution à venir. C'est dire leur incapacité à étudier la composition concrète des mouvements, leur diversité et le rapport de force réel (très défavorable, en l'occurrence). Sous forme de harangues, leurs interventions ont plus participé à cliver qu'à construire ces mobilisations.

Le collectif étudiant de Fribourg a failli éclater au premier soir de sa mobilisation en raison de l'intransigeance et de la véhémence d'un petit groupe de militant-es du PCR. Autre exemple à Bâle, où c'est à la rentrée universitaire, après les occupations, que le PCR a clivé le collectif. Seul-es mais sans ciller, iels se sont doublement entêté-es : d'une part, dans un refus des revendications de la campagne PACBI, pourtant soutenue par tous les autres mouvements étudiants; d'autre part, pour imposer la ligne stratégique (et londonienne) de la grève étudiante alors que les conditions objectives y étaient tout-à-fait défavorables. Paralysé et démotivé, le collectif universitaire n'a plus été capable de se mobiliser depuis.

C'est là le second sens de sectaire : être sûr-e de détenir la bonne stratégie, sans rapport à la réalité concrète et au mépris des autres orientations.

Daniel Süri Guillaume Matthey

NATIONALISME AUTORITAIRE, CAPITULATION DÉMOCRATE ET RÉSISTANCE

Au cours des deux premières semaines de son mandat, le président étasunien Donald Trump s'est lancé, par une pléthore de décrets, dans une transformation autoritaire et nationaliste de la société étasunienne et de son État. Premier point de la situation avec le journaliste Ashley Smith, qui travaille entre (beaucoup d') autres pour *Spectre Journal*.

Malgré ce que prétendent les médias capitalistes, le nouveau gouvernement de Trump n'est pas soutenu par la majorité du pays. En réalité, Trump n'a devancé son adversaire que de 1,5 % lors de l'une des élections présidentielles les plus serrées de l'histoire. Il n'a même pas réussi à convaincre la moitié des 66 % d'électeur·ices qui ont pris la peine de remplir leur bulletin de vote. Il n'a donc obtenu le soutien que de 33 % des personnes disposant du droit de vote – 67 % n'ont donc pas voté pour lui. Comme le grand Gil Scott Heron le déclamaient dans sa chanson *B Movie*, à propos de l'élection de Reagan en 1980, « *mandate my ass* » (mandat, mon cul).

En réalité, la base électorale de Trump reste une minorité concentrée dans un secteur dévoyé de la classe capitaliste, en particulier celui de la tech et du capital-risque, investis dans les cryptomonnaies et l'IA, ainsi que la petite bourgeoisie moderne – propriétaires de petites entreprises, sous-traitant·es et cadres moyen·nes. Cela dit, Trump a obtenu des gains dans des secteurs de la classe ouvrière, y compris auprès des populations noires et latinos, en particulier celles et ceux qui ont été frappé·es par la mondialisation, les restructurations et l'austérité.

Le président a galvanisé ces personnes derrière son mélange frelaté de nationalisme « *America First* », de conservatisme d'extrême droite, de néolibéralisme, d'austérité et de protectionnisme. Le gouvernement actuel est de loin le plus à droite de l'histoire moderne des États-Unis, et il vise à mettre en œuvre une restructuration radicale et autoritaire du pouvoir et de la société.

Blâmer les démocrates, pas le peuple

La responsabilité de la victoire de Trump incombe au principal parti du capitalisme et de l'impérialisme étasuniens : les Démocrates. Ce parti, et l'establishment républicain déchu, avaient conjointement perpétué l'hégémonie des États-Unis dans la mondialisation libre-échangiste, l'imposant par leur puissance militaire contre toute résistance, tous rivaux et autres « États voyous ».

Le prix de ce projet impérialiste a été payé par les travailleur·ses et les opprimé·es du monde entier. Aux États-Unis, l'inégalité de classe a explosé, la pauvreté s'est accrue et l'oppression structurelle s'est aggravée, en particulier à l'égard de la classe ouvrière noire et latino. Ces développements ont entraîné des va-

gues de lutte sociale et de classe aux États-Unis ainsi qu'une polarisation politique.

Édifier un État autoritaire

Malgré leur triomphalisme affiché, Trump et ses collaborateur·ices sont conscient·es de la faible marge de leur victoire et de leur manque de soutien populaire. Il leur faut donc mettre en œuvre leur programme avant les élections de mi-mandat, dans deux ans, lors desquelles les démocrates reprendront probablement le Congrès.

Iels agissent donc rapidement pour transformer radicalement l'État et l'économie étasunienne, ainsi que la position du pays au sein du capitalisme mondial. Aujourd'hui, Trump est confronté à moins de garde-fous qu'il y a huit ans. Il a transformé le Parti républicain en parti d'extrême droite. Ses élu·es au Congrès sont des exécutant·es soumis·es et la Cour suprême est remplie de juges de droite qui lui ont accordé une immunité générale.

L'État comme machine de guerre

Trump a déjà licencié des fonctionnaires et appelé deux millions d'employé·es fédéraux·ales à la « démission volontaire ». Il a également signé un décret qui révoque

le droit du sol, bloqué par les tribunaux car contraire à la Constitution.

Sans se laisser décourager, il a lâché les agent·es de l'agence de contrôle des frontières dans tout le pays pour mener des raids afin d'arrêter et expulser les migrant·es « criminelles » et a même menacé d'héberger 30 000 expulsé·es dans les camps de Guantanamo Bay, à Cuba. Il a signé des décrets visant les personnes trans, les militant·es solidaires de la Palestine et les programmes pour la diversité, l'équité et l'inclusion (DEI) qui luttent contre les discriminations raciales et de genre.

Trump a également annulé une grande partie des timides réglementations environnementales du gouvernement Biden, ouvrant le pays aux forages et à la fracturation. Il a retiré les États-Unis de l'Accord de Paris sur le climat et mis fin aux subventions pour les investissements capitalistes verts. Et pour satisfaire les propriétaires de petites entreprises, qui n'ont pas décollé depuis les fermetures dues au Covid qui avaient menacé leurs affaires, il a retiré les États-Unis de l'Organisation mondiale de la santé, nommé le crétin antivax Robert Kennedy Jr à la tête du ministère de la santé et des services sociaux et réintégré les soldat·es renvoyé·es pour avoir refusé la vaccination Covid.

Où est la résistance ?

À ce stade, il n'y a guère d'opposition organisée au régime Trump. Pourquoi ? Tout d'abord, le Parti démocrate, après avoir affirmé durant la campagne que Trump menaçait d'introduire le fascisme aux États-Unis, a jeté l'éponge, assurant ainsi sa transition en douceur vers le pouvoir.

Au mieux, les démocrates contestent les décrets de Trump devant les tribunaux. Mais, dans l'ensemble, iels capitulent, confirmant ses nominations, y compris le faucon néoconservateur Marco Rubio, sans un seul vote dissident au Sénat. Iels cherchent plutôt des moyens de collaborer et gardent toutes leurs cartouches pour les élections de mi-mandat.

Les syndicats et les ONG ne sont absolument pas préparés à monter une opposition. Au cours des quatre dernières années, leurs bureaucraties ont essentiellement démobilisé les luttes, de Black Lives Matter à la Women's March, pour se tourner vers un travail de lobbying envers le gouvernement Biden.

L'ancien président et les démocrates les ont soit cooptés, se contentant de répondre du bout des lèvres à leurs revendications,

tout en mettant en œuvre leurs propres politiques, soit ils les ont réprimés, par exemple en brisant la grève des cheminot·es ou en criminalisant les manifestations pour la Palestine. Finalement, les responsables syndicaux·ales et les bureaucrates ont gaspillé le temps, l'argent et l'énergie de leurs membres dans une tentative désespérée et infructueuse de faire élire Harris.

Cet échec a démoralisé, désorienté et démobilité l'opposition à Trump. En conséquence, les manifestations organisées à l'occasion de son investiture ont été minuscules par rapport à huit ans auparavant. La People's March a rassemblé jusqu'à 1 million de personnes à Washington en 2017, contre au mieux 15 000 cette année.

Conflit au palais

Les militant·es syndicaux·ales et les activistes des mouvements sociaux commencent à organiser des campagnes de défense contre les licenciements, les coupes dans les programmes et les attaques contre les groupes opprimés, en particulier les migrant·es. Ces campagnes deviendront les éléments constitutifs des contre-offensives à venir.

Et il ne fait aucun doute que Trump en provoquera. Sa coalition est de fait un amalgame de fractions de classe et de factions politiques aux intérêts et aux programmes contradictoires. Les milliardaires de la tech, les propriétaires de petites entreprises et les sections de la classe ouvrière qu'il a attirés lors de l'élection ne partagent pas les mêmes intérêts.

De plus, son gouvernement est composé de trois factions aux programmes politiques totalement différents : les conservateur·ices traditionnelles, les patron·nes néolibéraux·ales de la tech et les nationalistes MAGA. Ces factions sont en désaccord sur tous les sujets, des taxes douanières à la sécurité sociale. Steve Bannon, ex-leader de l'aile MAGA, a déjà dénoncé Musk et ses acolytes comme des « *oligarques techno-féodaux* » et s'est engagé à « *briser ces types* ».

Pour l'instant, toutes les factions sont loyales, espérant que leur dirigeant les écouterait et adopterait leur politique. Trump est donc coincé et doit jouer l'équilibriste. Trop pencher dans une direction ou l'autre pourrait les faire s'écrouler cette fragile unité.

Plus important encore : Trump n'a pas de solution aux griefs de la vaste majorité. De fait, il ne fera qu'aggraver leurs problèmes, en exacerbant les inégalités sociales et de classe par des réductions

d'impôts pour les riches, des licenciements de fonctionnaires et l'annihilation des programmes sociaux et environnementaux.

Il intensifiera également les problèmes systémiques du capitalisme étasunien, qui sont à l'origine de la colère populaire. Par exemple, ses taxes douanières et ses déportations massives feront grimper l'inflation et pourraient déclencher une récession, ce qui attisera l'opposition à son régime.

Excès et résistance

Enfin, dans sa course effrénée pour mettre en œuvre son programme avant les élections de mi-mandat, Trump dépassera les bornes et provoquera une opposition massive. Déjà, son ordre de suspendre toutes les subventions et aides fédérales, qui a tout bloqué, de Medicaid aux prêts étudiants, a provoqué l'opposition des universités, des ONG et de l'opinion publique, ce qui l'a conduit à l'annuler, pour l'instant.

Il est difficile de prédire ce qui déclencherà la résistance, mais elle surviendra. Les travailleur·ses, les opprimé·es et les étudiant·es qui ont connu des vagues de lutte sociale et de classe, d'Occupy à Black Lives Matter, en passant par les grèves, illégales, des enseignant·es dans les États républicains, les manifestations de masse pour le climat et les manifestations de solidarité avec la Palestine, ne resteront pas longtemps silencieux·ses.

Les excès de Trump transformeront à un moment donné le feu souterrain des campagnes défensives en un feu follet de résistance. Pleinement conscient de cela, il a promis d'utiliser non seulement la police, mais aussi l'armée et les émeutier·es qu'il a libéré·es de prison pour réprimer les manifestations et les grèves.

Pour l'instant, la gauche étasunienne doit mettre en place des campagnes défensives contre les attaques visant les travailleur·ses

et tous les groupes opprimés et organiser de nouvelles infrastructures démocratiques pour la résistance – des groupes de base dans les syndicats et de nouvelles organisations et coalitions ouvertes. Et nous devons plaider pour que ces dernières restent politiquement indépendantes et engagées dans la lutte pour leurs revendications, quel que soit le pouvoir en place.

Enfin, la gauche doit commencer le dur travail de construction d'un nouveau parti de travailleur·ses et d'opprimé·es pour défier à la fois le Parti républicain d'extrême droite de Trump et le Parti démocrate de l'establishment capitaliste afin de leur disputer le pouvoir dans les urnes, dans les communautés et, surtout, sur les lieux de travail. Notre tâche est d'aider à mener ces luttes vers un combat pour une société et un monde qui donne la priorité aux personnes et à l'environnement.

Ashley Smith



15 000 personnes ont participé à la People's March (marche du peuple, appellation qui a remplacé la Women's March), Washington, 18 janvier 2025

L'ENJEU DE LA PARTICIPATION POPULAIRE AU DESTIN DE LA SYRIE

Depuis la chute du régime d'Assad le 8 décembre 2024, la capitale syrienne connaît un dynamisme important. La société civile s'organise pour contester la volonté du HTC de al-Charaa de renforcer sa mainmise sur le pays.

Damas reçoit les visites de militant·es exilé·es comme de Syrien·es d'autres régions, notamment du nord-ouest, et accueille des conférences et réunions organisées par divers acteurs politiques et sociaux – ONG, militant·es et intellectuel·les. Des initiatives analogues sont de plus en plus organisées dans le reste du pays, en fonction des capacités et du contexte local de chaque zone, selon les conditions de sécurité et paix civile.

Les débats et discussions portent largement sur la citoyenneté, la démocratie, la future conférence du dialogue national et son format, les droits des femmes, la situation sécuritaire à Homs et dans les zones côtières, la question de la paix civile, la question kurde, le confessionnalisme, les prisonnier·es politiques et les disparu·es, etc. De même, l'attitude à adopter face au nouveau gouvernement au pouvoir de Hay'at Tahrir Sham (HTC) est l'objet d'intense débats.

Malgré la diversité des opinions sur toutes ces questions et sur le gouvernement au pouvoir de HTC, une grande majorité s'accorde sur la nécessité de garantir et de favoriser la capacité de la société civile (pas seulement les ONG mais dans sa définition plus large) à s'auto-organiser et à constituer une forme de contre-pouvoir au sein du pays

pour s'opposer à tout éventuel futur gouvernement autoritaire.

Les récentes annonces de la nomination d'Ahmed al-Sharaa comme président par intérim, et de sa responsabilité de former un « conseil législatif intérimaire » après la dissolution du Parlement et le gel de la Constitution montrent à nouveau la volonté de HTC de dominer politiquement la transition politique syrienne.

Reconstruire un pays socialement dévasté

La capacité et les outils pour renforcer la participation des classes travailleuses et populaires restent souvent une question ouverte, surtout dans un pays qui a subi des destructions massives, où 90 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. Améliorer les conditions socio-économiques du pays est absolument crucial pour élargir la participation des populations locales aux discussions et aux luttes pour les droits démocratiques dans le pays, autour des nombreuses questions prémentionnées.

L'incapacité de larges secteurs de la population à voir comment ils vont gérer leur vie au quotidien, couvrir leurs besoins essentiels, leurs loyers, leur électricité ou encore les frais de scolarité de leurs enfants empêche leur inclusion et leur participation aux mobilisations démocratiques, qui sont

pourtant dans leur intérêt direct et objectif. Il existe un risque dans cette situation : que les questions démocratiques restent discutées entre de petits segments dominants de la société et soient donc considérées comme élitistes.

En effet, si la chute du régime Assad a apporté des changements au niveau des élites politiques dirigeantes et des institutions militaires clés (armée et services de sécurité), elle n'a pas impacté le régime d'accumulation capitaliste, ni le mode de production lui-même. Si la fin de la dynastie Assad est une grande victoire, les problèmes en Syrie ne se sont jamais limités au seul système politique autoritaire, mais sont intimement liés à des politiques économiques qui ont entraîné des inégalités sociales, un appauvrissement et une absence de développement productif. Dans ce cadre, la question socio-économique est essentielle pour l'avenir démocratique de la Syrie. Cependant, l'orientation économique du HTC reproduit la dynamique économique néolibérale, en appelant à la privatisation des biens étatiques, accompagnées de politiques d'austérité ; tout en reproduisant déjà – à un niveau moindre puisqu'il consolide encore son pouvoir sur le pays – des formes d'autoritarisme et de répression.

Garantir la libre organisation politique et syndicale

Afin de promouvoir la participation démocratique d'en bas et de placer les questions socio-économiques au premier plan des débats nationaux parmi les classes ouvrières et populaires du pays, la redynamisation du rôle des syndicats et des associations professionnelles est un outil crucial. Une première étape pour revigorer les syndicats et les associations professionnelles en Syrie est d'exiger des élections libres et démocratiques en leur sein.

Les avocat·es syrien·es ont par exemple lancé une pétition demandant des élections syndicales libres après que les nouvelles autorités ont nommé un conseil syndical non élu. De telles initiatives devraient être prises dans tous les syndicats, associations professionnelles et au sein des fédérations syndicales.

Le droit de s'organiser librement est en effet une garantie pour fournir les instruments nécessaires pour préserver un climat et un cadre démocratiques. Quelques initiatives démocratiques visant à développer la participation des classes populaires ont déjà eu lieu. Par exemple – en l'absence de clarté sur la future Conférence nationale de dialogue organisée par HTC – l'appel du Rassemblement civil de Jarama-

Le président syrien Ahmed al-Charaa et l'Émir du Qatar Tamim ben Hamad Al Thani lors de la visite de ce dernier à Damas, 30 janvier 2025



na à organiser une conférence de dialogue national dans la ville du même nom, avec la participation des acteurs et organisations locales, puis à répéter l'expérience partout à travers le pays, est une initiative bien inspirée pour favoriser la démocratie par en bas et la participation du plus grand nombre.

Les initiatives locales se multiplient pour mettre en place des comités locaux ou des réseaux d'activistes de formes variées dans les différentes régions, afin d'encourager l'auto-organisation, la participation par le bas et de garantir la paix civile. De même, de nouvelles alliances pour la défense des droits démocratiques se mettent en place, réunissant diverses forces politiques démocrates. Des manifestations ont également été organisées ces dernières semaines dans plusieurs gouvernorats syriens, dont Tartous, Damas, Deraa et Suweida, autour de questions telles que l'opposition à certaines nominations faites par les nouvelles autorités dans certaines administrations, le limogeage et la suspension temporaire d'employés de l'Etat, ou encore le retard dans le paiement des salaires.

Ceci dit, nous sommes encore loin d'un bloc démocratique et progressiste indépendant, capable de s'organiser et de s'opposer clairement au nouveau pouvoir en

place. La construction de celui-ci prendra du temps. Il devra combiner les luttes contre l'autoritarisme, l'exploitation et toutes les formes d'oppression. Tout en luttant pour les droits socio-économiques, ce bloc devra avancer des revendications en faveur de la démocratie, de l'égalité, de l'autodétermination kurde et de la libération des femmes afin de créer une solidarité entre les exploités et les opprimés du pays.

Pour promouvoir ces revendications, ce bloc progressiste devra construire et reconstruire le tissu populaire organisé, des syndicats aux collectifs féministes, des organisations aux structures nationales qui permettront de les fédérer. Cela nécessitera une collaboration entre les acteurs démocratiques et progressistes de l'ensemble de la société.

En outre, l'une des tâches essentielles consistera à s'attaquer à la principale division ethnique du pays, celle qui oppose les Arabes aux Kurdes. Les forces progressistes doivent mener une lutte sans merci contre le chauvinisme arabe afin de surmonter cette division et de forger une solidarité entre ces populations. Il s'agit là d'un défi qui se pose depuis le début de la révolution syrienne en 2011 et qui devra être relevé et résolu de manière progressiste pour que le peuple syrien soit réellement libéré.

Mettre HTC sous la pression de la société civile

La lutte pour une société démocratique et progressiste ne peut pas passer par la confiance dans les autorités actuelles de HTC, ou par l'attribution de bonnes notes ou de satisfecits pour la gestion de la phase de transition, mais seulement par la construction d'un contre-pouvoir indépendant rassemblant les réseaux démocratiques et progressistes.

Le calendrier d'organisation des élections et de rédaction d'une nouvelle constitution, ou la sélection des personnalités qui participeront à une conférence de dialogue national, peuvent faire l'objet de débats et de critiques, mais le problème essentiel est l'absence de participation de la base au processus décisionnel et l'incapacité à faire pression sur HTC pour lui imposer des concessions. Le pouvoir de décision est uniquement entre les mains de HTC. Ce dernier bénéficie également du soutien de la Turquie et du Qatar, mais aussi, plus généralement, de la grande majorité des puissances régionales et internationales. Celles-ci ont pour objectif commun de (ré)imposer une forme de stabilité autoritaire en Syrie et dans la région. Cela ne signifie évidemment pas pour autant qu'il y ait une unanimité parmi les puissances régionales et

impériales. Elles ont toutes leurs intérêts propres, souvent antagonistes, mais elles ne veulent surtout pas d'une déstabilisation du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

L'espoir d'un avenir meilleur est dans l'air après la chute d'Assad. Tout dépendra de la capacité des Syriennes à reconstruire les luttes à partir de la base. Actuellement, le pouvoir du HTC et son contrôle sur la société ne sont pas encore complets, car leurs capacités humaines et militaires sont encore trop limitées pour imposer pleinement leur autorité sur l'ensemble de la Syrie, et il existe donc un certain espace pour s'organiser. Cet espace doit être mis à profit.

En fin de compte, seule l'auto-organisation des classes populaires luttant pour des revendications démocratiques et progressistes ouvrira la voie vers une libération et une émancipation réelles. Aujourd'hui, cette opportunité existe mais nous sommes engagés dans une course de vitesse; les classes populaires de Syrie doivent s'organiser pour faire fructifier tous les sacrifices consentis pour que se réalisent enfin les aspirations initiales de la révolution à la démocratie, à la justice sociale et à l'égalité.

Joe Daher

LES QUEERASSES: POPULARISER ET PROFESSIONNALISER LE DRAG ROMAND!

Les Queerasses est une association qui souhaite jouer un rôle actif dans la reconnaissance et la valorisation de la culture queer et drag. L'un des trois artistes de ce collectif, le drag king Luigi (Louise Bonpaix), présente leur travail.

Quand on parle de « drag », qu'est-ce qu'on entend par là ?

J'aime beaucoup sa définition courte la plus ouverte possible : il s'agit de performer en jouant avec les codes de genre. Par exemple une drag queen joue avec les codes de la féminité, un drag king joue avec les codes de la masculinité. Mais la réalité est toujours bien plus diverse et surprenante.

Chaque personne en fait à sa manière, mettant l'accent sur le costume, le maquillage, le travail de la gestuelle ou la construction du personnage et de son histoire. Cette addition d'éléments donne un alter ego – propre à son interprète – qui va évoluer au fur et à mesure de ses apparitions ou de ses performances.

Pourquoi ce moyen d'expression ? Pourquoi des alter ego ?

Avec un alter ego, on se permet d'aller beaucoup plus loin ; on devient une version augmentée de soi, pour le meilleur (comme pour le pire), mais on peut choisir dans quelle direction l'orienter. Quand tu as un alter ego drag, il te suit pour la vie, que tu le sortes souvent en show ou en soirée, ou plus du tout.

Ce que je trouve très beau avec le drag, c'est que tout le monde peut en faire, pas besoin d'avoir un diplôme en art dramatique ou d'en faire son activité principale. Il s'agit de jouer avec les normes de genre, en les déconstruisant : c'est un questionnement que tout le monde peut avoir, car tout le monde est touché d'une manière ou d'une autre par ces injonctions sociétales.

De ce que j'observe, c'est une pratique très fédératrice, autant pour les artistes de scène que le public. On est ensemble dans ce bateau de la binarité de genre, et qu'on y adhère ou non, on peut toujours en rire ou y réfléchir. Les drags

sont là pour certes divertir, amuser, faire rêver, mais aussi pour ouvrir des portes, lancer des réflexions, remettre en question des acquis intimes comme politiques.

Qu'est-ce qui t'as amené à cette pratique et quel en sont, selon-toi, les limites ?

En 2018, année de mon coming out non-binaire, j'ai commencé le drag, pendant un atelier de performance auquel j'assistais dans le cadre de mon Master en Arts Visuels. Je pratiquais déjà ce medium, mais j'ai eu là l'occasion d'expérimenter la création simple et spontanée d'un double, qui m'a finalement suivi jusqu'à aujourd'hui : Luigi.

Comme ma pratique du drag est plutôt solitaire et puise dans mon vécu personnel, elle peut parfois devenir une quête égotique perpétuelle, ce qui peut autant créer de l'empouvoirement que de la vulnérabilité. Luigi, dont l'une des caractéristiques est l'ambition, s'est beaucoup développé depuis ses débuts, jusqu'à devenir le personnage

principal d'une pièce de théâtre (Luigi Ego Mania, 2023). La limite que j'y ai trouvée est l'épuisement. Heureusement dans ce domaine, la création en individuel s'épuise parfois là où la création collective démultiplie les possibles. C'est une des richesses que m'a apportées le projet des Queerasses.

Peux-tu nous présenter les Queerasses ?

Les Queerasses, c'est une association fondée en 2024, sur une volonté de la drag queen Frida Nipples (Beatriz Anguita), la chanteuse Eustache McQueer (Joël De France), et le drag king Luigi (Louise Bonpaix, moi-même donc).

Nous nous sommes lancé·exs dans ce projet pour offrir des espaces de retrouvailles pour la communauté LGBT+ autour de shows drag, ouverts à tout public. Nous voulions aussi proposer des spectacles à des horaires plus diurnes que ce qui se fait en majorité dans la région, pour pouvoir toucher un public varié, et

sensibiliser les publics à la diversité des expériences LGBTQIA+ à un niveau intersectionnel comme intergénérationnel. Dans cette optique, nous avons travaillé et travaillons en collaboration avec des entités culturelles et des associations LGBTQIA+ locales, par exemple Dialogai, Lestime, le Kauri, le festival de cinéma Black Movie, le festival de cinéma queer Everybody's Perfect...

En somme, c'est une proposition de professionnalisation structurelle de la pratique du drag en Suisse Romande.

Quels sont vos objectifs pour l'année 2025 ?

Nous sommes en train de demander des subventions pour une trilogie d'événements sur 2025, dont chaque volet sera composé d'une soirée-spectacle aux Salons, précédée d'un weekend de workshop drag. Chaque thématique de chapitre a été choisie parmi les préoccupations qui nous réunissent : la santé mentale, la fluidité de genre, et le sexe-positivisme.

En quoi les workshops sont complémentaires des soirées ?

Dans ces ateliers, nous partagerons nos savoirs autour de trois dimensions essentielles à l'art scénique du drag : la création visuelle (maquillage, costume), la dimension sonore (montage audio, technique vocale, choix musicaux), et l'expression corporelle (incarnation du personnage). En un weekend, les participant·exs pourront explorer ces aspects à leur rythme, échanger et s'exprimer. Iels auront ensuite l'opportunité de présenter une performance pendant la soirée qui suit, pouvant ainsi prendre confiance sur scène en recevant le soutien de l'équipe et du public.

Propos recueillis par Donna Golaz

Les Queerasses (Frida Nipples, Eustache McQueer, et Luigi The Submissive Macho), décembre 2024



UNE SOIRÉE AUTOUR DE L'ÉCRIVAINNE ENGAGÉE JULIA CHAMOREL

L'association Kyrielle, qui œuvre à valoriser la place des femmes dans la culture, organise une soirée autour de l'écrivaine genevoise Julia Chamorel (1916–2009). Elle a convié la comédienne Caroline Gasser, qui lira des extraits des livres de Chamorel, et l'historien Hadrien Buclin, par ailleurs membre de solidarités, qui présentera la vie et l'œuvre de cette autrice. Entretien avec ce dernier.



Julia Chamorel vers 1963.

Qu'est-ce qui t'a amené à t'intéresser à cette écrivaine ?

Il y a une douzaine d'années, lorsque je travaillais à une thèse en histoire consacrée à l'engagement des intellectuel·les de gauche en Suisse, j'ai rédigé un court article sur les mémoires publiées par Chamorel en 1984, sous le titre *La Cellule des Écoliers*. Il s'agit d'un témoignage très vivant sur son engagement politique à Genève durant les années 1930, dont un des éléments déclencheurs est la fusillade de novembre 1932, au cours de laquelle l'armée tue 13 personnes.

Dernièrement, la volonté de la Municipalité de Genève de renommer une rue des Grottes du nom de cette écrivaine a suscité des crispations parmi les habitant·es du quartier. C'est à la suite de cette polémique

que l'association Kyrielle a pris l'initiative d'organiser une soirée pour mieux connaître cette personnalité injustement méconnue. De fait, à part mon article, une page qui lui est dévolue dans l'ouvrage de référence *Histoire de la littérature en Suisse romande* et une notice pour le projet « 100Elles* », qui porte sur la place des femmes dans l'espace public à Genève, aucune étude n'a été consacrée à Chamorel. C'est la raison pour laquelle des membres de l'association Kyrielle se sont tournées vers moi.

En te replongeant dans son parcours, as-tu découvert d'autres aspects de son œuvre et de son engagement qui méritent l'attention ?

Oui, les trois autres récits qu'elle publie dans l'après-guerre chez des éditeurs parisiens de premier plan sont remarquables, en particulier par les thèmes qu'ils abordent : dans *les Compagnons d'Hannelore*, en 1957, elle traite de la réalité alors taboue de la grossesse non désirée, des avortements clandestins et des risques parfois mortels que ceux-ci font courir aux femmes. Les conséquences de la grossesse sur une très jeune femme d'un quartier pauvre de Florence – ville où Chamorel a vécu – sont à nouveau abordées dans *Les Verts paradis* en 1960.

En 1963, dans *Colin Maillard*, elle se livre à une critique sans concession du mariage et de l'enfermement qu'il provoque, ce qui n'est pas sans rappeler les récits d'une autre écrivaine romande de cette époque, Alice Rivaz. Ainsi, aux côtés d'autres figures beaucoup plus connues comme Simone de Beauvoir, Chamorel contribue à préparer le terrain à l'essor du grand mouvement féministe des années 1970. Ses livres mériteraient d'être réédités aujourd'hui.

Propos recueillis par Maryelle Budry

ME 2 FÉVRIER
20h UOG Université ouvrière de Genève

OUVRIÈRES EN GRÈVE DANS LE BLEU DE MARSEILLE

Dans la Marseille de la fin des années 1880, des ouvrières italiennes employées à la manufacture des tabacs de la ville se mettent en grève pour exiger la fin de la fouille au corps à la sortie des ateliers. Cette mobilisation est portée par des femmes immigrées et précaires, sans expérience syndicale préalable.

Progressivement, elles se constituent en comité de grève, occupent les locaux de leur usine, élargissent leurs revendications, tissent des liens avec des représentant·es de la presse locale et des élus politiques et mènent les négociations avec la direction. Elles expérimentent aussi directement, dans la lutte, une forme de solidarité qui dépasse la seule question du travail salarié pour s'étendre à d'autres dimensions plus intimes, mais tout autant politiques, de leur existence.

Cette grève victorieuse mais largement méconnue fait désormais l'objet d'une bande dessinée parue aux éditions Futuropolis en août dernier. Le récit historique, centré sur trois des protagonistes de la mobilisation et scénarisé par Mathilde Ramier, se double d'illustrations d'Élodie Durant aux couleurs bleues et blanches qui immergent les lecteur·rices dans les paysages urbains de la cité phocéenne au tourant du 20^e siècle.

Cet album participe à enrichir les connaissances collectives sur les mobilisations populaires féminines passées, encore trop souvent invisibilisées dans la recherche historique dominante. Il fait notamment écho à un ouvrage paru en 2023 aux éditions Libertalia et qui revenait sur la grève des ouvrières des usines de mises en conserve des sardines à Douarnenez en Bretagne en 1924.

Noémie Rentsch



Mathilde Ramier et Élodie Durant, *La Belle de mai, Fabriques des révolutions*, Futuropolis, 2024



Annie Crignon, *Une belle grève de femmes*, Libertalia, 2023

JAB
CH-1211 Genève 2
P.P. / Journal



Journal solidaritéS - Case postale 2089 - 1211 GENEVE 2

solidaritéS

445

20.12
2024

C'est quoi
ce journal ?

Vous tenez en main le journal du mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste solidaritéS, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel.

Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse

romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement,

politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir!

Abonnez-vous !

Abonnements

SOUTENEZ- NOUS, ABONNEZ- VOUS!

- Annuel fr. 80
- Étudiant-e-s, AVS, AI Chômeurs-euses 40
- Soutien 150
- 3 mois à l'essai gratuit!

Vous pouvez vous abonner sur Internet:
solidarites.ch/abonnement

Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:

→ **solidarités**
Case Postale 2089
1211 Genève 2
ou abos@solidarites.ch
ou +41 22 740 07 40



Manifestation en soutien au peuple palestinien, Genève, 25 janvier 2025. Photo: Eric Roset

Sommaire

- 3 National** Karin Keller Thatcher contre les universités
- 4-5 Agriculture** Quelles alternatives pour un monde agricole à bout de souffle ?
- 6 Logement** De l'occupation d'un jardin au forum du sans-abrisme
- 7 Neuchâtel** Les anticapitalistes en course pour le Grand Conseil
- 8 Genève** Ensemble pour une ville de Genève populaire, écologique et solidaire !
- 9 En mouvement** Le Parti communiste révolutionnaire (PCR), ça fait quoi ?
- 10-11 International** États-Unis : nationalisme autoritaire, capitulation démocrate et résistance
- 12-13 Histoire** L'enjeu de la participation populaire au destin de la Syrie
- 14 Queer** Les Queerasses : populariser et professionnaliser le drag romand !
- 15 À voir** Une soirée autour de l'écrivaine engagée Julia Chamorel
- A lire** Ouvrières en grève dans le bleu de Marseille